



Agence de la
**Nouvelle-
Calédonie**

CONJONCTURE ECONOMIQUE

Tendances conjoncturelles

Une économie calédonienne profondément affectée et confrontée à une absence de perspectives

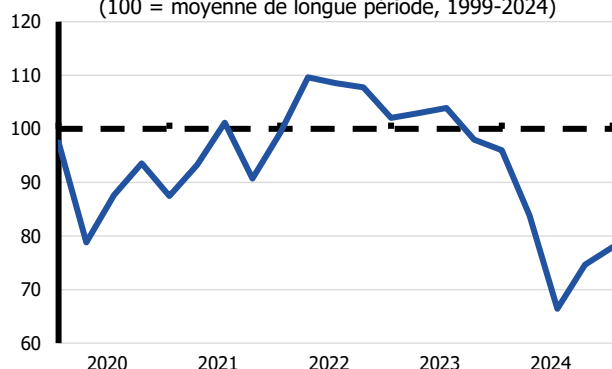
Au quatrième trimestre 2024, la Nouvelle-Calédonie demeure profondément affectée par les conséquences des émeutes de mai 2024. Après un plus bas historique enregistré suite aux émeutes du deuxième trimestre, l'ICA progresse légèrement (+3,3 pts) au quatrième trimestre. Il demeure toutefois à un niveau particulièrement bas (77,9), toujours inférieur à son précédent plancher observé lors de la crise sanitaire en 2020.

L'indicateur du climat des affaires progresse légèrement mais se maintient à un niveau encore très bas

De nombreux secteurs de l'économie calédonienne sont toujours directement impactés (extraction minière, métallurgie) ou indirectement par les conséquences des émeutes de mai 2024 (immobilier, commerce, agriculture etc.). La plupart des indicateurs stagne à des plus bas historiques. Quelques-uns pourraient esquisser une amorce de reprise qui reste à confirmer: les prêts octroyés aux ménages sont en légère hausse, le nombre de croisiéristes visitant le territoire a timidement progressé, tandis que la consommation des ménages ne s'est pas effondrée en fin d'année.

Au-delà du lourd bilan humain et matériel des émeutes, les destructions ont entraîné une hausse substantielle du nombre de chômeurs alors que la situation financière des comptes sociaux était déjà critique. Le territoire demeure fortement dépendant des aides en provenance de l'Hexagone. La Nouvelle-Calédonie a réalisé une partie des réformes qui conditionnaient le versement par l'État d'une avance d'urgence de 27,6 milliards XPF : 18 milliards XPF ont ainsi été versés au 4^e trimestre 2024. Le versement des 9 milliards restants a cependant été suspendu faute d'une réforme satisfaisante de la taxe générale sur la consommation (TGC).

Indicateur du climat des affaires (ICA)
(100 = moyenne de longue période, 1999-2024)



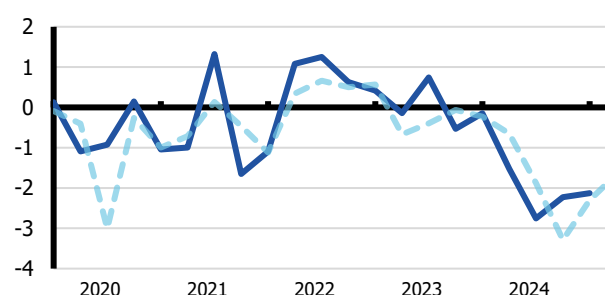
Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM © IEOM

Des perspectives d'activité hautement incertaines

Malgré une relance de l'activité observée chez certaines entreprises aux 3^e et 4^e trimestres, les perspectives restent dégradées et les soldes d'opinion sur l'activité passée et prévue demeurent à un niveau particulièrement bas. Si la situation sécuritaire du territoire s'est améliorée, l'absence de perspectives politiques plus précises continue à entretenir le haut niveau d'incertitude qui freine l'investissement des entreprises.

Au 4^e trimestre, le solde d'opinion sur l'activité passée

Soldes d'opinion portant sur l'activité



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM © IEOM

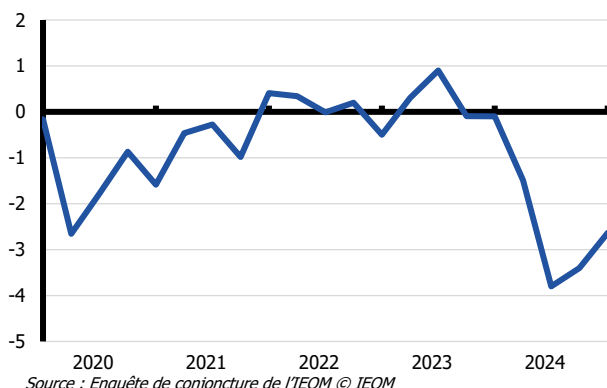
stagne à un niveau particulièrement bas (+0,1 pt à -2,1). Pour le trimestre à venir, le solde d'opinion sur l'activité prévue se redresse davantage (+0,6 pt), mais reste ancré en territoire négatif (-1,7).

À un horizon de 12 mois, 42 % des entreprises répondantes craignent encore une défaillance (niveau proche des 45 % observés au trimestre précédent). Ce niveau demeure bien supérieur à celui généralement observé dans le cadre de cette enquête (18 % en moyenne sur l'année 2023).

Des perspectives d'investissement dégradées

Malgré une légère amélioration du solde d'opinion portant sur l'investissement des entreprises (+0,8 pt), celui-ci demeure à un niveau extrêmement bas (-2,6) et confirme l'absence durable de perspectives des chefs d'entreprises interrogés et leur réticence à investir dans ce climat incertain.

Soldes d'opinion portant sur l'investissement

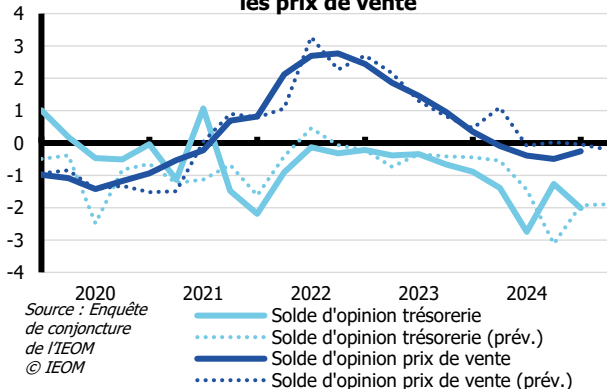


Au 4^e trimestre 2024, la production totale de crédits aux entreprises (hors découverts, chiffres bruts) est en hausse en rythme trimestriel (+22,4 %), mais demeure en fort recul par rapport à la même période de l'année précédente (-45,8 %). La hausse des crédits d'équipement pourrait indiquer une esquisse de reprise de l'investissement des entreprises dans leur outil de production (+97,4 % sur trois mois mais -57,2 % sur un an glissant). Les crédits de trésorerie augmentent sur le trimestre (+25,1 %), traduisant des tensions persistantes sur la trésorerie.

Des tensions de trésorerie majeures

La trésorerie des entreprises est toujours dégradée, sans réelle perspective d'amélioration : le solde d'opinion portant sur cet indicateur pour le trimestre passé se dégrade (-0,7 pt) pour s'établir à -2,0. Le solde d'opinion portant sur la trésorerie prévue est lui stable à un niveau largement inférieur à sa moyenne de longue période (-1,9).

Soldes d'opinion portant sur la trésorerie et les prix de vente



Les soldes d'opinion portant sur les prix demeurent proches de leur moyenne de longue période, illustrant une anticipation de stabilité des prix.

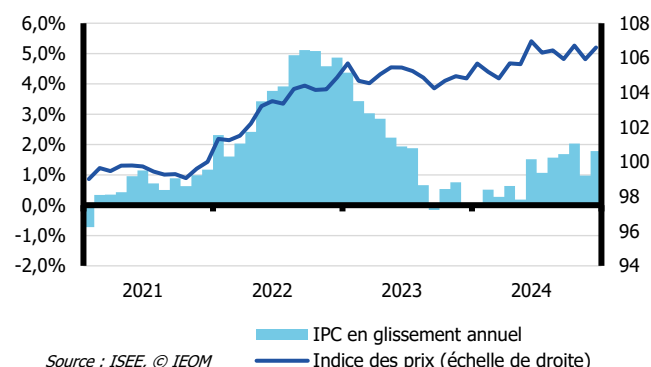
Enfin, les chefs d'entreprises interrogés envisagent une dégradation de leurs charges (-1 pt) au prochain trimestre, après une amélioration notable au 3^e trimestre 2024.

L'indice des prix à la consommation est en légère hausse

Après un 3^e trimestre marqué par une légère baisse des prix entre juin et septembre (-1,0 %), ceux-ci augmentent très légèrement entre septembre et décembre (+0,6 %). Ils s'accroissent également sur un an glissant à fin décembre (+1,7 %).

Les prix de l'alimentation reculent légèrement sur le trimestre (-0,4 %), mais s'inscrivent toujours en forte hausse sur l'année (+6,3 %). Les prix de l'énergie augmentent légèrement sur le trimestre (+1,0 %), et sont stables sur l'année (-0,2 %). Les produits manufacturés sont stables sur le trimestre mais reculent sur l'année (-3,5 %) tandis que le prix des services augmente (+1,5 % sur le trimestre et +1,6 % sur un an).

Indice des prix à la consommation

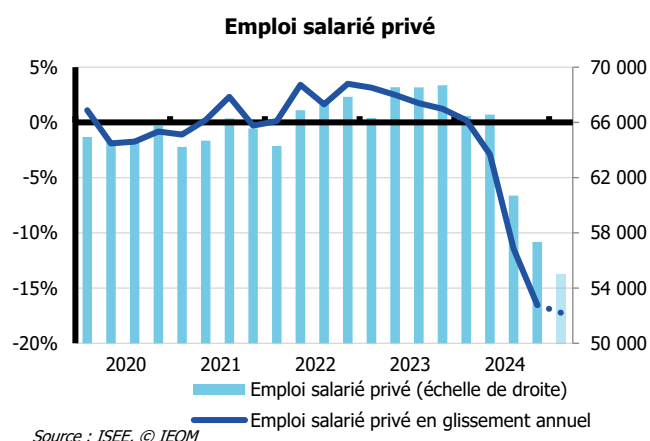


Les indicateurs sur l'emploi poursuivent leur nette dégradation

Les dernières données relatives à l'emploi salarié privé publiées par l'ISEE portent sur le 3^e trimestre, avec une estimation au 4^e trimestre 2024. Elles décrivent une très forte baisse de l'emploi salarié privé : plus de 11 000 emplois pourraient avoir été détruits entre le 1^{er} et le 4^e trimestre 2024 (sur un total de 66 588 emplois salariés privés au 1^{er} trimestre 2024).

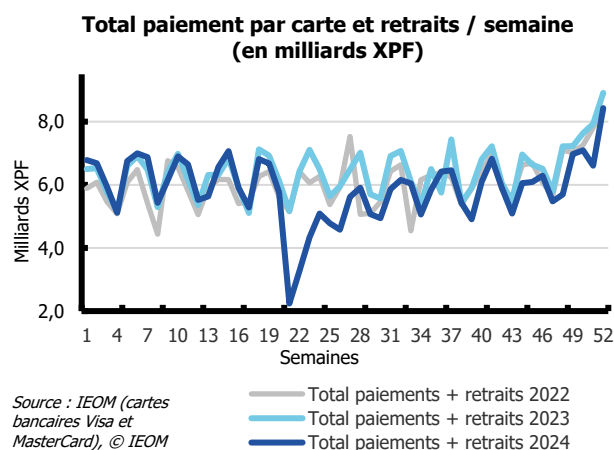
Par ailleurs, 4 639 personnes sont bénéficiaires du chômage total en décembre 2024 contre 2 707 en décembre 2023. A cela, il faut ajouter les 1 499 personnes bénéficiaires du chômage « exactions ». Enfin, un certain nombre de salariés bénéficie toujours du chômage partiel, soit 4 678 en décembre 2024.

Après s'être effondré au 3^e trimestre, le solde d'opinion sur les effectifs du trimestre passé se stabilise. Celui sur les effectifs anticipés se redresse légèrement (+0,8 pt) mais demeure très largement en territoire négatif (-2,1).



La consommation des ménages n'a pas rebondi après mai 2024

La consommation des ménages n'a pas rattrapé le retard pris en mai et juin 2024 : l'année 2024 se clôture avec un total de paiements et retraits par cartes bancaires inférieur de 8,1 % à celui de 2023. Le pic de consommation lié aux achats de Noël a bien été constaté en décembre, bien qu'à un niveau légèrement inférieur à celui de l'année précédente.



Après deux trimestres marqués par une faible production de prêts personnels et autres crédits à la consommation, leur volume augmente à la fois en rythme trimestriel (+174,7 %) et annuel (+6,7 %). La production de crédits à l'habitat demeure quant à elle en fort repli en glissement annuel (-75,6 %), malgré une augmentation en

glissement trimestriel (+55,3 %), après deux trimestres particulièrement atones.

Le nombre d'immatriculations de véhicules particuliers neufs est en hausse après quatre trimestres de recul (+83,8 %), mais demeure bien en deçà de son niveau du 4^e trimestre 2023 (-59,5 %). Le marché de l'occasion ne souffre en revanche pas de la crise économique et se situe à un niveau favorable (+2,5 % sur un trimestre, +2,6 % sur un an glissant, CVS).

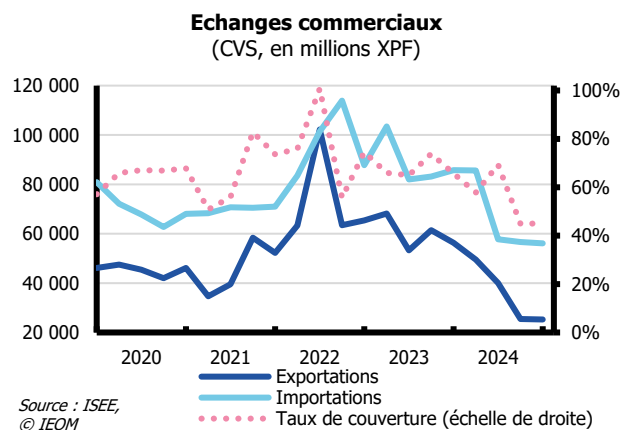
Les indicateurs de vulnérabilité des ménages se dégradent au 4^e trimestre. Le stock d'incidents signalés au fichier des incidents de remboursement des crédits aux particuliers (FICP) augmente de +7,2 %. Le nombre de dossiers de surendettement déposés auprès des services de l'IEOM est en hausse au 4^e trimestre 2024 (47 dossiers soit +135,0 % sur un trimestre et + 80,8 % sur un an).

La balance commerciale reste dégradée en raison d'un niveau d'exportations particulièrement faible

La balance commerciale reste dégradée au dernier trimestre : la valeur des exportations ne représente que 45,0 % de celle des importations (CVS) au 4^e trimestre (similaire au trimestre précédent contre 65,7 % au 4^e trimestre 2023).

Au 4^e trimestre, les exportations demeurent à un niveau bas (-0,7 %, CVS en trimestriel). Sur un an glissant, la baisse des exportations est significative (-55,2 %), dans un contexte de crise sans précédent du secteur nickel.

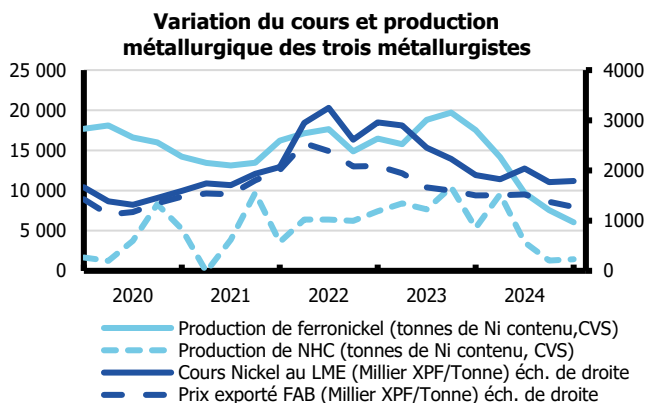
Le volume des importations est stable au 4^e trimestre (-0,9 %, CVS). Sur un an en revanche les importations reculent significativement (-34,6 %, CVS).



Des situations sectorielles encore fortement dégradées

Le secteur du nickel affronte encore une crise sans précédent

Le cours du nickel se replie pour le 2^e trimestre consécutif (-1,5 %) tandis que les stocks de nickel répertoriés au LME continuent d'augmenter (+31,1 % sur un trimestre), confirmant le déséquilibre entre l'offre et la demande à l'échelle mondiale.



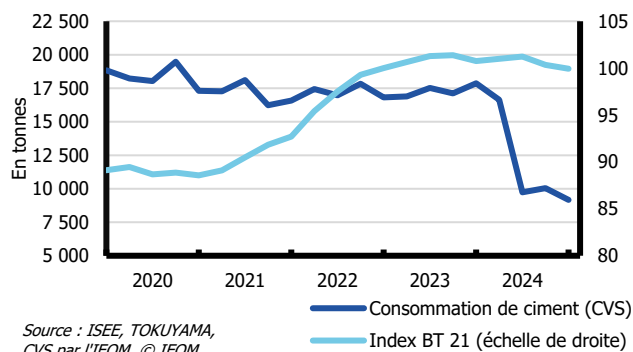
Au 4^e trimestre 2024, l'extraction minière rebondit (+83,5 % sur trois mois, CVS) mais demeure en net repli en glissement annuel (-39,8 %, CVS), certaines mines étant toujours à l'arrêt. La production métallurgique totale continue de baisser (-15,4 %, CVS), malgré la reprise de l'activité à l'usine du Sud à partir de novembre. La production de ferronickel se contracte de nouveau (-20,1 %, CVS). Sur un an glissant, la production de nickel demeure en très fort recul (-67,2 %, CVS), que ce soit pour le ferronickel (-65,5 %, CVS) ou pour le NHC (-73,0 %, CVS).

Le secteur du BTP est toujours à l'arrêt

Au 4^e trimestre 2024, les ventes de ciment baissent à nouveau en raison des conséquences des émeutes et l'arrêt du secteur (-8,7 % sur trois mois et -48,7 % en glissement annuel, CVS). Elles s'établissent à un plus bas historique. Le prix des matériaux de construction baisse légèrement au quatrième trimestre 2024 (-0,4 % sur le trimestre et -0,8 % sur un an pour l'index BT 21).

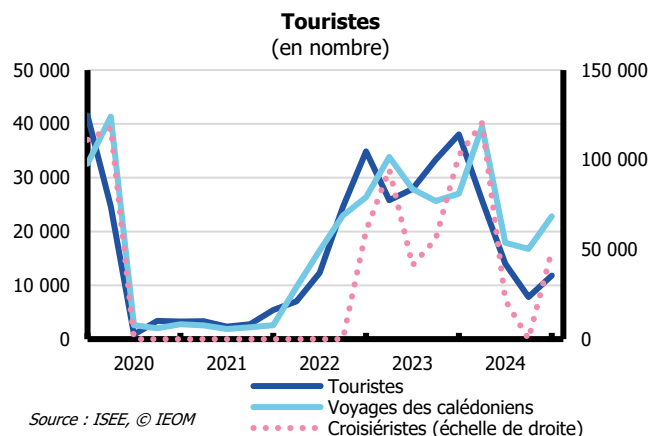
Le solde d'opinion sur l'activité prévue se dégrade pour atteindre un niveau très faible (-2,1). Le solde d'opinion sur les effectifs prévisionnels se dégrade à nouveau à un niveau particulièrement bas (-2,4), indiquant des perspectives très dégradées sur l'emploi du secteur du BTP. Le solde d'opinion sur les prévisions d'investissement, à un plus bas historique, continue de baisser ce trimestre et confirme donc le profond pessimisme des professionnels.

Evolution des ventes de ciment et de l'index BT



Le secteur du tourisme espère un rebond

Au 4^e trimestre 2024, les paquebots sont revenus s'amarrer aux quais de Nouméa. 15 paquebots et 49 274 croisiéristes ont séjourné sur le territoire, loin des niveaux enregistrés au dernier trimestre 2023 (-51,9 %).



Le nombre de passagers transportés par avion est en légère hausse au 4^e trimestre 2024 (+7,8 %, CVS) mais demeure en fort recul par rapport à la même période de l'année précédente (-46,2 %, CVS), illustrant une difficile reprise du tourisme international.

Le nombre de passagers transportés sur les lignes intérieures est stable (+1,4 %, CVS). Il s'inscrit toutefois en nette baisse par rapport au 4^e trimestre 2023 (-44,2 %, CVS), dans un contexte de climat sécuritaire encore incertain et de difficultés techniques récurrentes.

Le solde d'opinion des chefs d'entreprises touristiques se dégrade au 4^e trimestre (-0,4 pt) pour s'établir en territoire nettement négatif (-1,0), illustrant la faible activité du secteur au 4^e trimestre. Cependant, les prévisions d'activité semblent plutôt favorables (+0,7 pt) et se rapprochent de la moyenne de longue période (-0,3).

Les professionnels du secteur primaire demeurent pessimistes alors que certains indicateurs semblent mieux orientés

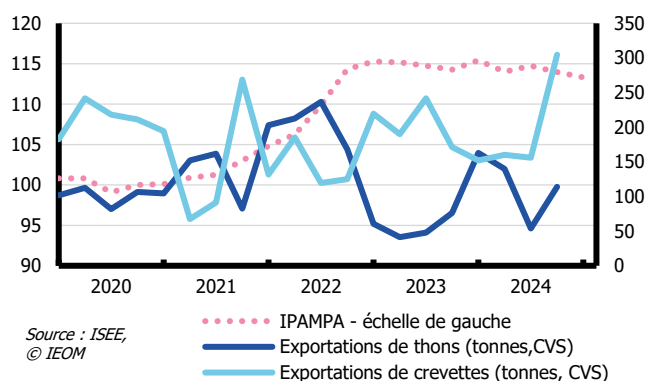
Au 4e trimestre 2024, le solde d'opinion sur l'activité des chefs d'entreprises du secteur primaire se dégrade (-1,4 pt à -2,3), de même que leurs perspectives pour le trimestre à venir (-0,5 pt à -1,8). La plupart des soldes d'opinion s'enlisent en territoire négatif, notamment les prévisions d'investissement et les délais de paiement, traduisant le pessimisme des professionnels.

Les indicateurs de la filière élevage demeurent toutefois satisfaisants : hausse de 17,1 % des abattages de bovins (données CVS) et légère baisse de 2,6 % des abattages de porcins sur le trimestre (CVS).

Les exportations de crevettes reculent ce trimestre (-17,3 %, CVS) mais sont en forte hausse en glissement annuel (+68,6 %, CVS). Les exportations de thon progressent pour le deuxième trimestre consécutif (+56,6 %, CVS) et s'inscrivent également en hausse en glissement annuel (+51,0 %, CVS).

Le coût des intrants est en légère baisse au 4e trimestre 2024 : l'IPAMPA (Indice mensuel des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricole) perd 0,6 % sur trois mois. Sur 12 mois, l'indice est également orienté à la baisse (-1,8 %).

Indicateurs du secteur primaire



La croissance mondiale est hétérogène et incertaine

Selon les estimations publiées par le FMI en janvier 2025, l'économie mondiale a enregistré une croissance de 3,2 % en 2024. Elle devrait s'élever à 3,3 % en 2025 et se maintenir à ce niveau en 2026, soit un niveau inférieur à sa moyenne historique (3,7 % entre 2000 et 2019). L'inflation globale devrait continuer de ralentir : après avoir atteint 5,7 % en 2024, elle devrait s'établir à 4,2 % en 2025 puis 3,5 % en 2026. Les prix des produits de base énergétiques devraient diminuer de 2,6 % en 2025, grâce au recul des cours du pétrole lié à la faiblesse de la demande chinoise combinée à une offre plus importante.

Ces projections masquent toutefois des disparités importantes selon les régions. Aux États-Unis, la dynamique économique reste vigoureuse : +2,8 % en 2024 (après +2,9 % en 2023). La croissance américaine est portée par une demande intérieure forte grâce au desserrement de sa politique monétaire et de conditions financières favorables. Elle devrait ensuite s'établir à 2,7 % en 2025 puis 2,1 % en 2026. L'inflation devrait quant à elle se maintenir autour de la cible de 2 % en 2025 et 2026.

Dans les autres pays, les perspectives à court terme risquent d'être révisées à la baisse en raison de fortes incertitudes (notamment l'intensification des mesures protectionnistes et conflits au Moyen-Orient et en Ukraine).

Dans la zone euro, la croissance reste morose, le PIB enregistrant une hausse de 0,8 % en 2024 après une croissance faible de +0,4 % en 2023. Cette situation diverge selon les pays européens, le PIB allemand se contractant de nouveau (-0,2 % après -0,3 %) tandis qu'en Espagne, la croissance est plus vigoureuse (+3,1 % après +2,7 %). Les tensions géopolitiques continuent d'impacter le moral des agents économiques européens tandis que l'incertitude pèse sur les perspectives de croissance dans la zone (+1,0 % en 2025). Elle devrait toutefois s'accélérer en 2026 (+1,4 %), portée par la hausse de la demande intérieure grâce à l'amélioration de la confiance et de l'assouplissement des conditions de financement.

En France, la croissance du PIB reste stable en 2024 (+1,1 %). La consommation des ménages progresse au même rythme (+0,9 %) tandis que l'investissement recule (-1,5 %, après +0,7 % en 2023), notamment dans la construction et les produits manufacturés. Le commerce extérieur contribue de nouveau positivement à la variation du PIB malgré le ralentissement des exportations grâce au recul des importations (-1,1 %). À fin décembre 2024, l'inflation s'élève à 1,3 %. Le FMI prévoit un ralentissement de la croissance en 2025 (+0,8 %) puis une accélération modeste en 2026 (+1,1 %).

Au Japon, l'économie recule (-0,2 %) en 2024 en raison de la contraction de la production et d'un effet de base, les facteurs ayant stimulé l'économie en 2023 (notamment le regain du tourisme) s'étant estompé. Selon les estimations du FMI, l'activité économique devrait se redresser en 2025 (+1,1 %) et ralentir en 2026 (+0,8 %).

Enfin, la croissance dans les pays émergents et en développement (+4,2 % en 2024) devrait se maintenir jusqu'à 2026. En Chine, la croissance (+4,7 % en 2024) est inférieure à celle de 2023 (+5,2 %) en raison du ralentissement de la consommation, dans un contexte de confiance en berne, d'incertitudes entourant les politiques commerciales et de contraction du marché immobilier. Elle devrait rester stable en 2025 et 2026.

Sources : FMI, Insee, Banque de France

DES SITUATIONS CONTRASTÉES EN ASIE-PACIFIQUE

En Australie, la croissance a atteint 0,3 % au T4 2024, après +0,2 % sur les trois trimestres précédents, soutenue par un rebond de l'investissement public (+6,3 %). La consommation des ménages est restée stable. Le commerce extérieur a contribué positivement à la croissance : les exportations progressent de 0,2 % tandis que les importations reculent de 0,3 %. L'inflation a ralenti à 2,4 %, un plus bas depuis 2021, même si l'inflation sous-jacente (+3,5 %) reste élevée. La RBA a donc maintenu son taux directeur à 4,35 % en décembre 2024. Le taux de chômage a légèrement augmenté à 4,0 %, reflétant le ralentissement du marché du travail.

La Nouvelle-Zélande est entrée en récession après un deuxième trimestre consécutif de contraction (-1 % après -1,1 %), conséquence du recul de la production manufacturière (-2,6 %) et de la construction (-2,8 %). La consommation privée a stagné, et le marché du travail s'est détérioré, avec un chômage en hausse à 5,1 %. L'inflation s'est stabilisée à 2,2 %, dans la fourchette cible de la RBNZ, qui a poursuivi l'assouplissement de sa politique monétaire, abaissant son taux directeur à 4,25 % en novembre, après une baisse en octobre.

En Indonésie, la croissance a ralenti à 0,53 % au T4 2024, après +1,5 % au T3, en raison d'un net ralentissement de l'investissement (+2,44 % après +8,35 %). La consommation privée a progressé (+1,64 %), portée par les dépenses de fin d'année, tout comme les dépenses publiques (+38,58 %). L'inflation est restée faible (1,57 % en décembre), favorisant un assouplissement monétaire : après un maintien au T3 à 6,25 %, la banque centrale a abaissé son taux directeur à 6 % au T4 2024. Le chômage a reculé à 4,91 %, confirmant un marché du travail résilient.

Aux Fidji, la croissance a été révisée à la hausse à 3,8 % en 2024, portée par un afflux record de touristes (+5,7 %) et une dynamique robuste de la consommation. Les indicateurs d'activité (électricité +10,6 %) confirment cette tendance. L'inflation, en hausse à 1,3 %, reste maîtrisée (0,8 % en novembre). Le chômage devrait baisser à 4,4 % fin 2024, grâce à une hausse des recrutements. La RBF a maintenu son taux directeur à 0,25 %, dans un contexte de stabilité des prix.

Sources : Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, Statistics Indonesia, Reserve Bank of Fiji, New Zealand Parliament, Asian Development Bank

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : F. Dufresne ■ Responsable de la rédaction : J. Charbonneau

Rédaction : A. Huc, A. Ovinet